



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 19/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE

Route de Mèze
34560 Villeveyrac

Références : UD34/H2/LB/2024_081
Code AIOT : 0018300518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2024 dans l'établissement SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE implanté Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 Villeveyrac. L'inspection a été annoncée le 26/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE
- Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 Villeveyrac
- Code AIOT : 0018300518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAM exploite, sur la commune de VILLEVEYRAC, un pôle dédié à la gestion et au traitement des déchets, le complexe "Oïkos". Ce pôle comprend une plate-forme de compostage et des déchets verts, une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le bâtiment du siège administratif ainsi que les locaux techniques.

Les activités du site ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n°79-72 du 23 juillet 1979. Les prescriptions encadrant l'exploitation des installations sont celles de l'arrêté préfectoral n°2018-I-1073 du 28 septembre 2018. L'ISDND accueille principalement les déchets non-dangereux de l'agglomération qui ne peuvent pas être incinérés (ordure ménagères, encombrants). La capacité maximale annuelle de déchets stockés est de 16 000 t/an jusqu'en 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	INCIDENTS OU ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie survenu le 26 août 2024, l'inspection des installations classées a pu constater que le site de stockage des déchets non dangereux de VILLEVEYRAC a été impacté partiellement par un incendie. La zone affectée n'est plus exploitable dans les conditions actuelles. Les causes de l'incendie ne sont pas connues à ce jour. L'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire afin d'encadrer la situation actuelle et future du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident ou incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais, et au maximum sous 24h à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen et long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'incendie qui a eu lieu sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implanté sur la commune de VILLEVEYRAC le 26 août 2024 et exploité par la Collectivité Sète Agglopôle Méditerranée. En effet, l'inspection des installations classées a été alertée par un appel téléphonique du cadre

d'astreinte de la DREAL Occitanie à 16H45, indiquant qu'un incendie s'était déclaré sur l'installation du Centre de tri Oïkos implanté sur la commune de VILLEVEYRAC.

L'inspection a contacté l'exploitant par un appel téléphonique à 17h31, ce dernier informant l'inspection que l'incendie s'était déroulé sur le casier Sud en cours d'exploitation et qu'il était maîtrisé.

Suite à cet incident, l'inspection a mené une visite de contrôle, le 28 août 2024 matin, visant à comprendre le contexte de l'incendie, et notamment ses causes et ses conséquences.

Lors de notre arrivée sur site, l'exploitant, retrace à l'inspection l'historique de l'incendie. Prévenu par le déclenchement de l'alarme incendie, les caméras thermiques de l'installation ont enregistré un départ de feu à 14h41. L'exploitant indique à l'inspection que deux agents sur site sont intervenus immédiatement pour étouffer les premières flammes au moyen d'engins mécaniques et d'apport de terres végétales mise à disposition au droit du casier. Le vent a rapidement pousser les flammes sur le côté Sud Est de la décharge.

L'exploitant indique que suite à l'appel des pompiers (SDIS), ces derniers sont rapidement intervenus sur le site, mais que le feu en surface, est parvenu assez rapidement dans le virage au Sud Est du casier et à endommager le géotextile assurant l'étanchéité sur les flancs.

L'exploitant souligne à l'inspection que le feu a été maîtrisé entre 16h30 et 17h ce même jour et ce, après intervention des pompiers et de l'étouffement par recouvrement de terre.

Par la suite, l'exploitant a procédé à la matérialisation de la zone impactée par l'incendie au moyen de plots et précise que le site a fait l'objet d'une surveillance toutes les deux heures jusqu'au lendemain matin.

Enfin, l'exploitant relève que l'incendie se situant en point haut du casier exploité, il est resté en surface de la couche de déchets.

Sur place, au droit du casier secteur Sud-Est, l'inspection constate que l'incendie est éteint. La zone impactée représente de visu, environ 100 m² sur un casier qui en comprend 25000 m².

L'inspection relève qu'au droit de la partie incendiée, la barrière de sécurité active (géomembrane d'étanchéité) qui relève de la constitution du casier a été endommagée en surface.

Visuellement, l'inspection constate que les déchets ont été brûlés en surface.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu des échanges sus-mentionnés et du caractère de l'incendie survenu sur au sein du site, l'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'un arrêté de prescription fixant la mise en sécurité du site et les mesures immédiates à prendre à titre conservatoire sera proposé à la signature du préfet pris sur la base des dispositions de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement en mettant en place les mesures d'urgence ci-après :

1/ la suspension temporaire de l'apport de nouveaux déchets dans l'installation de stockage de déchets non dangereux sur la partie du casier Sud affectée par l'incendie et limiter l'apport de déchets sur la zone du casier où le dispositif d'étanchéité par géomembrane n'a pas été impacté par l'incendie ;

2/ le rappel de l'obligation d'établissement et de transmission sous **15 jours** d'un rapport d'accident (chronologie des événements, origines et causes, mesures mises en œuvre, conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs air..), mesures préventives ou correctives, mise en sécurité du site..).

3/ la vérification des aménagements et équipements directement liés à l'exploitation du casier

(gestion des lixiviats, (paramètres à analyser au regard des déchets incendiés), barrières de protection (active et passive) ;

Le redémarrage de l'activité de stockage de déchets non dangereux sur la zone impactée est subordonné à la transmission des justificatifs portant sur la remise en conformité de la barrière du casier en cours d'exploitation.

Un arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire sera soumis à la signature de Monsieur le Préfet de l'Hérault pour les trois points susvisés.

Type de suites proposées : Sans suite